



Nombre de membres :
en exercice : 46
présents : 24
représentés : 7
votants : 31

REGISTRE DES DELIBERATIONS
Comité Syndical du 18 octobre 2023
DELIBERATION N°2023-41

L'an deux mille vingt-trois, le 18 octobre à 14 heures 30, le Comité Syndical, régulièrement convoqué, s'est réuni, au nombre prescrit par ses statuts, sous la présidence de Monsieur Alain AUZEMERY, Président du SYDED.

Date de convocation : le 25 septembre 2023

Présents :

M. CLUZEAU, M. GRANET et M. HABRIAS pour la CC Porte Océane du Limousin, M. COUEGNAS pour la CC Briance Combade, Mme ROUCHUT et M. VALADAS pour la CC de Noblat, M. LAGORCE et M. LAVOREL pour le SICTOM Sud HV, M. DESROCHE pour la CC Pays de Nexon Monts de Châlus, M. BIDAUD pour la CC des Portes de Vassivière, Mme ACHARD, M. BERROU et M. GEHRIG pour la CC du Val de Vienne, M. MARTIN et M. PUIGRENIER pour la CC Gartempe Saint-Pardoux, au titre du collège des groupements de communes.

Mme ALMOSTER RODRIGUES, Mme AUPETIT-BERTHELEMOT, Mme LALOGUE, Mme LARDY, M. AUZEMERY, M. RAYMONDAUD, M. BUSSIERE, M. BARRY, M. CUBERTAFOND, M. VEYRIRAS (sans droit de vote en raison de la présence du délégué titulaire) au titre du collège du Département de la Haute-Vienne.

Excusés, représentés ou absents : M. DE LA SALLE, M. NIVARD, M. GEROUARD, M. BAUDEMONT, Mme LE GOFF, M. ALLARD, M. CHAZELLE, M. DARFEUILLES, M. DELOMENIE, M. DUPRAT, Mme DELOS, M. LE GOUFFE, M. LATOUILLE, M. MAUDUIT, M. PEYRONNET, M. POULET, M. SOLANS EZQUERRA, au titre du collège des groupements de communes ; Mme GENTIL, Mme ROTZLER, Mme TUYERAS, Mme SELLES, M. JOUANNY et M. MALET, au titre du collège du Département de la Haute-Vienne.

Procurations : M. DE LA SALLE à M. MARTIN, M. NIVARD à M. LAGORCE, M. ALLARD à M. GRANET, M. CHAZELLE à Mme ROUCHUT, M. LATOUILLE à M. LAVOREL, M. LE GOUFFE à M. COUEGNAS au titre du collège des groupements de communes ; Mme SELLES à M. BARRY au titre du collège du Département de la Haute-Vienne.

Secrétaire de séance : Madame Sylvie ACHARD

Objet : Evolution du cadre de mise en œuvre du télétravail après la phase expérimentale

Vu le CGCT ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47 ;

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique ;

Vu la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n°2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu le décret n°2020-524 du 5 mai 2020 modifiant le décret n°2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu l'accord cadre du 13 juillet 2021 relatif à la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2021-1123 du 26 août 2021 portant création d'une allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics et des magistrats et l'arrêté du 23 novembre 2022 modifiant l'arrêté du 26 août 2021 relatif au versement de ladite allocation forfaitaire ;

Vu les délibérations n°2021-66 du 15 décembre 2021 et n°2022-17 instaurant la mise en place du télétravail au sein des services du SYDED ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 13 septembre 2023 ;

Vu le rapport de présentation du Président ;

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, décide d'apporter les évolutions suivantes au cadre existant :

- **rendre le télétravail possible sur une ½ journée quelle que soit la situation de l'agent sur l'autre ½ journée : absence (CA/RTT/ASA), bureau ou terrain ;**
- **procéder au versement de l'indemnité forfaitaire de 2,88 euros par journée de télétravail, dans la limite annuelle de 253,44 euros ;**
- **rendre possible une fois par an le changement d'organisation choisie (jour(s) télétravaillé(s) et « catégorie » de jours de télétravail (fixe et/ou flottant)), au mois de septembre pour tenir compte de nouvelles organisations personnelles souhaitées post rentrée scolaire ;**
- **abaisser le délai de prévenance au N+1 pour validation des jours de télétravail à 48 heures ;**
- **autoriser Monsieur le Président à prendre tous les actes nécessaires à l'application de la présente délibération.**

Les nouvelles modalités rentreront en application à compter du 1^{er} novembre 2023.

VOTE : UNANIMITE

Fait et délibéré à Panazol,

